



Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 PRÉSENTATION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, directives et recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux, ainsi qu'à améliorer la capacité de ces pays à obtenir et à maintenir leur accès aux marchés. Ce faisant, le partenariat contribue aux objectifs de développement plus généraux que sont la croissance économique durable, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. La réduction de l'impact des parasites et des maladies et l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments jouent un rôle essentiel dans le développement de la production agricole, la réduction de la prévalence des maladies d'origine alimentaire, l'augmentation des disponibilités alimentaires et la protection de l'environnement. De cette façon, le STDF aide aussi à améliorer la situation sanitaire, zoonitaire et phytosanitaire des pays en développement.

1.2. Le STDF réunit la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (les partenaires fondateurs), des donateurs, des experts de pays en développement et d'autres organisations qui interviennent dans le renforcement des capacités SPS. Les secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) prennent aussi part au partenariat, soit en leur nom propre, soit par le biais de leurs organisations mères.

1.3. Plus précisément, le STDF constitue un mécanisme de coordination et un mécanisme de financement. Le partenariat qui est au cœur du STDF est sa principale plus-value. En rassemblant les connaissances et les compétences de ses partenaires fondateurs et d'autres organisations en matière SPS, le STDF offre un cadre unique pour échanger des renseignements, encourager la collaboration et les synergies dans le domaine du renforcement des capacités SPS et permettre aux parties prenantes d'obtenir, ensemble, des résultats plus effectifs et plus durables que ceux qu'elles pourraient atteindre individuellement. En tant que mécanisme de financement, le STDF accorde des dons destinés à des projets et visant à soutenir la formulation de projets sur la base d'une évaluation appropriée des besoins en matière de renforcement des capacités en matière SPS. Les demandes émanant des pays les moins avancés (PMA) sont particulièrement encouragées.

1.4. Le présent document constitue une mise à jour des travaux du STDF depuis la dernière réunion du Comité SPS en octobre 2014. L'annexe 1 donne un bref aperçu de l'ensemble des projets du STDF en cours et des dons pour l'élaboration de projets. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sont invités à consulter le site Web du

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

STDF et à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF.² Le Groupe de travail du STDF se réunira les 24-25 mars 2015.

2 RÉCEPTION DU STDF

2.1. En marge de la réunion du Comité SPS, le STDF donnera une réception le **25 mars 2015, de 18 heures à 20 heures** (dans l'atrium de l'OMC) pour célébrer son 10^{ème} anniversaire. Tous les délégués SPS et les observateurs y sont cordialement invités.

3 NOUVELLE STRATÉGIE DU STDF (2015-2019)

3.1. Le 12 février 2015, le Comité directeur du STDF a examiné et entériné la stratégie révisée du STDF pour la période 2015-2019. Conformément aux principales recommandations formulées dans l'examen à mi-parcours indépendant du STDF³, la nouvelle stratégie renforce le cadre de gestion axé sur les résultats (GAR) et prévoit un cadre de suivi et d'évaluation. La stratégie continue de mettre l'accent sur le rôle du STDF en tant que plate-forme de coordination et de partage des connaissances permettant d'améliorer l'efficacité du renforcement des capacités SPS. En outre, le STDF continuera de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de projets qui aident les pays en développement à renforcer leurs capacités SPS ainsi qu'à obtenir et à maintenir leur accès aux marchés.

3.2. Afin que le programme de travail du STDF puisse être mis en œuvre en 2015 et au-delà et que le financement des dons pour la réalisation de projets dans les PMA et les autres pays en développement puisse se poursuivre, des contributions supplémentaires au fonds d'affectation spéciale du STDF seront nécessaires, idéalement sous la forme d'engagements pluriannuels.

4 MISE EN ŒUVRE DES MESURES SPS POUR FAVORISER UN COMMERCE SÛR

4.1. Le STDF mène des travaux de recherche sur la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges. Ces travaux visent à répertorier les besoins clés, les possibilités et les bonnes pratiques pour améliorer la mise en œuvre des mesures SPS d'une façon qui facilite un commerce sûr et qui renforce la protection de la santé. Plus précisément, les recherches portent sur la manière dont les contrôles SPS de certains produits agroalimentaires sont effectués en pratique, notamment à la lumière des dispositions pertinentes de l'Accord SPS (y compris l'article 8 et l'Annexe C concernant les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation). Ces travaux peuvent aussi apporter des contributions opportunes en vue de l'inclusion de volets liés aux questions SPS dans des programmes de facilitation des échanges plus généraux.

4.2. Les recherches menées en Asie du Sud-Est (qui portaient sur le Cambodge, les Philippines, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande) ont été achevées l'an dernier. Le rapport final, y compris un ensemble de recommandations destinées aux pays intéressés ainsi qu'au STDF et à la communauté du développement en général, a été publié sur le site Web du STDF. Les recherches conduites en Afrique australe (qui portaient en particulier sur l'Afrique du Sud, le Malawi et la Zambie) sont en cours. Un projet de rapport a été distribué aux pays concernés et aux organisations partenaires du STDF pour observations et sera examiné plus avant à la réunion du Groupe de travail du STDF les 24-25 mars. Le rapport sera finalisé peu après. On trouvera de plus amples informations sur ces travaux sur le site Web du STDF.⁴

5 CINQUIÈME EXAMEN GLOBAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE – ACTIVITÉ PARALLÈLE DU STDF

5.1. Le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce se tiendra à l'OMC du 30 juin au 2 juillet 2015, sur le thème: "Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et

² Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

³ Le rapport correspondant a été publié en janvier 2014. Les évaluations précédentes ont été menées en décembre 2005 et en novembre 2008. Pour consulter les rapports issus des différentes évaluations, voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/historique>.

⁴ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/facilitation-du-commerce>. Les travaux ont en outre bénéficié d'une étude de la Banque interaméricaine de développement sur la situation en matière de contrôle quarantenaire en Amérique latine.

inclusive". Plusieurs cas d'expérience présentés au Secrétariat de l'OMC en vue du cinquième Examen concernent la réduction des coûts des transactions commerciales liés à des mesures SPS. Le STDF est actuellement en train d'analyser ces cas d'expérience et envisage d'organiser une activité parallèle à l'occasion du cinquième Examen, qui porterait par exemple sur les bonnes pratiques en matière de gestion des mesures SPS à la frontière. Ce projet sera examiné plus avant dans le cadre du Groupe de travail du STDF les 24-25 mars 2015. L'activité parallèle viendrait compléter la réalisation d'un nouveau film et d'un nouveau matériel de formation dans le cadre du STDF afin de démontrer l'utilité des approches spécifiques en matière de renforcement des capacités SPS.⁵

6 ANALYSE CIR/STDF CONJOINTE SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

6.1. Le STDF et le Secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR) sont en train de réaliser une étude conjointe qui analyse la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques du CIR sur l'intégration du commerce (EDIC) et définit les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre.⁶ À la suite d'un examen préliminaire de tous les rapports des EDIC, le Cambodge, la Tanzanie et le Sénégal ont été choisis pour qu'une étude approfondie soit menée sur le terrain, et 20 autres rapports des EDIC ont été retenus pour faire l'objet d'un examen sur dossier plus poussé. Les résultats préliminaires seront présentés et discutés dans le cadre du Groupe de travail du STDF. Le but est d'achever l'étude du CIR/STDF d'ici à la mi-2015.

7 SITE WEB DU STDF ET BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE

7.1. Le nouveau site Web du STDF a été lancé en août 2014 en français, en anglais et en espagnol. Une version améliorée de la bibliothèque virtuelle du STDF, c'est-à-dire un référentiel d'information consultable en ligne assurant un accès en ligne rapide et facile à un éventail de ressources documentaires centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS, a été intégrée au nouveau site Web.⁷ Les Membres sont encouragés à communiquer au Secrétariat (STDFSecretariat@wto.org) des documents pertinents en vue de leur inclusion dans la bibliothèque, notamment les suivants: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des capacités dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS.

8 ÉLABORATION DES PROJETS

8.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projets techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs.

8.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 66 DEP au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 24-25 mars 2015.

9 MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

9.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes

⁵ Compte tenu du succès rencontré par le film du STDF "Un commerce en toute sécurité – Protéger la santé, promouvoir le développement" (réalisé en 2009).

⁶ Le CIR est un programme de renforcement des capacités destiné aux pays les moins avancés (PMA). Pour de plus amples renseignements, voir: <http://enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

⁷ Voir: <http://www.standardsfacility.org/library> (en anglais seulement).

pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

9.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 70 projets au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 24-25 mars 2015.

9.3. On trouvera dans l'annexe 1 un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 58% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF atteint donc régulièrement son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (72% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)

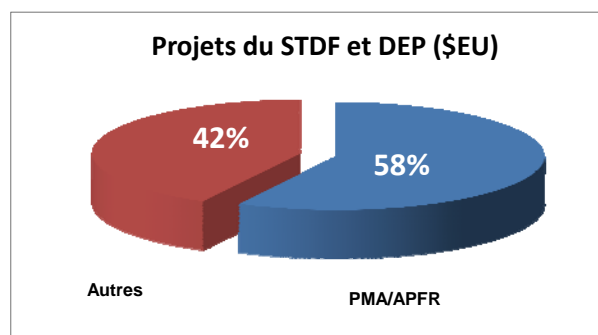
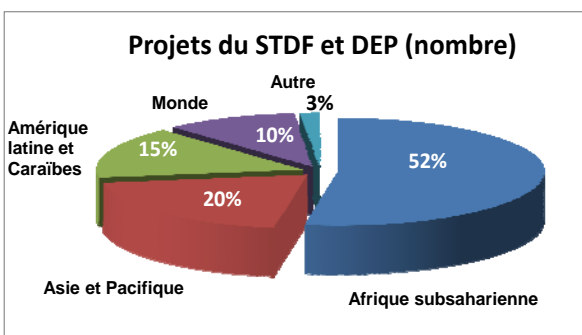


Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



9.4. La figure 2 ci-dessus montre que 52% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 20% à l'Asie et 15% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 10% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

9.5. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **17 juillet 2015**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_fr.pdf
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/votre région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: (STDFSecretariat@wto.org).
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

ANNEXE 1

APERÇU DES PROJETS EN COURS ET DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF¹

PROJETS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche.	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	30 mars 2012	17 septembre 2012	16 septembre 2015	1 033 673
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et encourager les exportations en provenance de la région des Niayes en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex.	Sénégal	Association des Unions Maraîchères des Niayes (AUMN), Sénégal	19 mars 2010	1 ^{er} février 2012	31 juillet 2014	577 142

¹ Les projets et dons pour l'élaboration des projets dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés.	Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 ^{er} avril 2014	31 mars 2017	1 063 708
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Améliorer le contrôle phytosanitaire et les services de diagnostic assurés par le Service du contrôle phytosanitaire et l'Administration des douanes afin de maintenir le niveau de protection phytosanitaire nécessaire à la production agricole.	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	15 octobre 2013	1 ^{er} septembre 2014	28 février 2017	1 000 000
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base.	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 ^{er} avril 2012	30 septembre 2015	568 750
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14).	Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) Asie	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2014	600 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/329	Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés.	Népal	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2015	412 629
STDF/PG/335	Renforcement du contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces.	Ouganda	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) Afrique	30 mars 2012	1 ^{er} octobre 2012	31 mars 2015	348 632
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer les services vétérinaires qui s'occupent du système de surveillance.	Cameroun	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 ^{er} juin 2012	28 février 2015	510 788
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les limites maximales de résidus (LMR) pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés.	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	21 octobre 2011	1 ^{er} décembre 2012	30 novembre 2015	607 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation.	Sri Lanka	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	21 octobre 2011	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2015	630 000
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique.	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	30 mars 2012	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2016	905 225
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE.	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Association latino-américaine des fabricants d'aliments pour animaux (FEEDLATINA)	19 mars 2013	15 février 2014	14 février 2017	991 100
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Accroître les échanges de produits agroalimentaires à l'intérieur du COMESA en réduisant les coûts de l'activité commerciale associés aux mesures SPS pour certains produits de base sur certains itinéraires commerciaux.	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	27 mars 2014	1 ^{er} novembre 2014	31 octobre 2017	902 690

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie, Soudan	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	28 mars 2011	1 ^{er} février 2012	31 janvier 2015	600 000
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes à Sri Lanka	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé de se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé.	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	30 mars 2012	1 ^{er} mars 2013	28 février 2015	562 484
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales.	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	30 mars 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2015	488 330

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides.	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	11 octobre 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2016	446 150
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	11 octobre 2012	1 ^{er} novembre 2013	31 octobre 2015	604 491
STDF/PB/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Faire en sorte que les pays en développement soient plus aptes à utiliser l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires pour évaluer leurs propres capacités, identifier les lacunes et planifier leurs programmes phytosanitaires et de développement nationaux.	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	11 octobre 2012	1 ^{er} avril 2014	30 septembre 2016	655 436

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement et l'application des normes internationales.	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	19 mars 2013	1 ^{er} octobre 2013	30 septembre 2016	346 450
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Mener une analyse empirique des effets de cette réglementation sur la croissance économique d'un groupe de pays africains.	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique	Institut international d'études sociales (ISS) – Université Erasmus de Rotterdam	27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	285 159
STDF/PG/486	Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar		Myanmar	Centre du commerce international (ITC)	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	825 071
STDF/PG/489	Assistance technique dans le domaine SPS et en faveur de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les pêcheries artisanales et de petite taille en Afrique de l'Ouest		Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	892 857

DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/355	Prévention et renforcement des capacités en matière de lutte contre la contamination des arachides de Chine par l'aflatoxine	Procéder à une analyse des principales contraintes et possibilités concernant la contamination par l'aflatoxine dans les provinces de Jilin et Shandong et élaborer une proposition de projet.	Chine	Institut national de normalisation de Chine (CNIS)	27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	50 000
STDF/PPG/377	Renforcement du système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux.	Gambie	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	30 mars 2012	1 ^{er} février 2013	31 janvier 2014	50 000
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	Renforcer la capacité des autorités SPS des États membres de la SADC de mettre en œuvre de manière effective leurs obligations en matière SPS et de revendiquer leurs droits en tant que Membres de l'OMC.	États membres de la SADC	Kevin Walker	22 mars 2013	15 juillet 2013	À approuver	25 000
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS.	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	15 avril 2014	39 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la viabilité du renforcement de la capacité d'indexage et de la production de plants de banane exempts de virus au Malawi.	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) – Malawi	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	À approuver	18 701
STDF/PPG/428	Commerce et amélioration des moyens de subsistance dans la production aquicole en Afrique (TILAPIA)	Aider à consolider une note descriptive sur un projet régional de renforcement des capacités en ce qui concerne la santé des poissons et la biosécurité aquatique afin de soutenir et de développer l'aquaculture et la pêche en Afrique.	Pays africains	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	15 octobre 2013	15 avril 2014	15 janvier 2015	50 000
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Mettre en place des systèmes de contrôle de qualité pour remédier au problème de la contamination des produits de base agroalimentaires par les mycotoxines et éliminer les obstacles au commerce international qui en découlent.	Pakistan	Conseil pakistanais de la recherche agricole (PARC)	27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	34 000
STDF/PPG/432	Systèmes d'information pour la surveillance et le signalement d'organismes nuisibles dans les pays d'Asie et du Pacifique	Permettre aux pays de mettre en œuvre les normes phytosanitaires internationales et de remplir leurs obligations dans le domaine SPS principalement liées à la transparence et à l'évaluation des risques.	Pays d'Asie et du Pacifique	Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF)	19 mars 2013	15 mars 2014	31 mars 2015	49 990

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Procéder à une évaluation des difficultés en matière de conformité dans la production de sésame destiné à l'exportation et élaborer une proposition de projet visant à renforcer le respect des prescriptions SPS en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux.	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	50 000
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	Mettre à l'essai le cadre d'évaluation de la conformité en cours d'élaboration par la FAO et mettre au point une proposition de projet visant à soutenir la mise en place et la mise en œuvre de systèmes publics de certification dans le domaine de l'aquaculture afin de contribuer au libre-échange intrarégional.	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	15 octobre 2013	1 ^{er} juin 2014	28 février 2015	48 000
STDF/PPG/457	Base de données mondiale sur les médicaments vétérinaires	Établir une source de renseignements sur les résidus de médicaments vétérinaires afin de soutenir le commerce de produits d'origine animale sûrs.	Monde	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI)	27 mars 2014	24 mai 2014	28 février 2015	76 250

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/462	Mise en fonctionnement de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires relevant de la nouvelle autorité gambienne chargée de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires	Soutenir un plan de développement quinquennal concernant le fonctionnement efficient et efficace de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires.	Gambie	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	15 octobre 2013	1 ^{er} juin 2014	31 mars 2015	50 000
STDF/PPG/477	Amélioration des capacités sanitaires et facilitation des exportations de bétail et de produits de l'élevage en Éthiopie		Éthiopie	Ministère de l'agriculture, Département du développement de l'élevage, Direction des services vétérinaires	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	37 500
STDF/PPG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires dans le secteur horticole en Zambie		Zambie	Service des normes phytosanitaires et de la phytoquarantaine /Institut zambien de recherche agricole (ZARI)/ Ministère de l'agriculture et de l'élevage	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	31 380
STDF/PPG/487	Élaboration d'un projet d'étude régionale de l'alimentation totale dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes		Amérique latine et Caraïbes	Centre panaméricain de la fièvre aphteuse (Panaftosa)/ Organisation panaméricaine de la santé (OPS) /Organisation mondiale de la santé (OMS)	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	50 000